



Les Carnets des Dialogues du Matin

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

L'avenir de la mondialisation

Les Carnets des Dialogues du Matin

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

L'avenir de la mondialisation

Sommaire

Avant-propos

p. 5

Dominique Lecourt

L'avenir de la mondialisation

p. 7

Jean-Pierre Chevènement

Débat

p. 23

Les publications

de l'Institut Diderot

p. 30

Avant-propos

Voici, en quelques pages denses et vigoureuses, l'essentiel d'un livre récemment paru.

Ce livre (*1914-2014. L'Europe sortie de l'histoire ?*) se présente comme un ouvrage historique. Son écriture répond aux strictes exigences du genre. Mais c'est un livre engagé. Sa visée n'est pas simplement commémorative. Son auteur n'a cessé, depuis quarante ans, de s'interroger à haute voix sur l'avenir de notre pays dans une Europe incertaine.

Ce souci de l'avenir anime l'intervention de Jean-Pierre Chevènement à l'Institut Diderot. Il prend le recul nécessaire et écarte nombre de préjugés. Non, la présente mondialisation n'est pas la première dans l'histoire de l'humanité. Dès avant 1914, ce qui était en question, c'était, comme aujourd'hui, la hiérarchie des puissances (la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Allemagne). Non, ce n'est pas l'opinion allemande qui voulut la guerre, mais un petit groupe inspiré par l'idéologie pangermaniste. Obsédé par la puissance russe, ce groupe croyait, à tort, que l'Allemagne était encerclée, gravement menacée. Non, le nazisme n'est pas né de l'« injustice » lancinante du Traité de Versailles. Dès 1924, l'Allemagne était, pour l'essentiel rétablie...

Quelle erreur d'avoir voulu, depuis 1945, construire une Europe sans nations, sinon contre elles ! De Jean Monnet au Traité de Maastricht, nombre de dirigeants européens se sont fourvoyés, jusqu'à s'imaginer qu'une monnaie créée à dessein pourrait fondre plusieurs nations en une...

On connaît l'argumentation serrée de Jean-Pierre Chevènement contre cette monnaie unique. Il dénonce

les méfaits d'une technocratie ivre d'elle-même au point de croire incarner en ses bureaux l'idéal de la démocratie...

En ces temps de profonde crise de la politique, on découvre ce que peuvent avoir de stimulants la liberté d'esprit et la passion pour la chose publique d'un homme qui ne renonce jamais aux exigences de la Raison.

Dominique Lecourt

Directeur général de l'Institut Diderot

L'avenir de la mondialisation

INTRODUCTION

La mondialisation que nous connaissons aujourd’hui n'est pas la première : une autre a existé avant 1914. Effectuée sous l'égide de la Grande-Bretagne, elle a été marquée par l'essor du capitalisme, particulièrement aux Etats-Unis après la guerre de Sécession et en Allemagne après 1871. Elle a été décrite il y a une dizaine d'années par une économiste américaine, Suzanne Berger¹, dont le souci était de montrer que cette première mondialisation n'avait pas empêché un certain progrès social.

Il me semble que ces deux mondialisations ont beaucoup de traits communs. C'est donc à partir d'une comparaison entre elles que j'essaye de dégager ce que pourrait être l'avenir de la seconde. Je précise au préalable qu'il s'agit, dans les deux cas, de mondialisations libérales. Ces mondialisations tendent à la libre circulation des biens, des services, des capitaux et même des personnes, à cette réserve près qu'avant 1914 il s'agissait de migrations européennes vers le reste du monde, essentiellement vers les Etats-Unis, vers les dominions britanniques et l'Amérique du Sud, alors qu'aujourd'hui les flux migratoires sont principalement Sud-Nord ou Sud-Sud.

1. Suzanne Berger, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Paris, Seuil, 2003.

Le rôle de plus en plus prépondérant des banques et des facteurs financiers, l'explosion même de la sphère financière caractérisent aussi ces deux mondialisations.

I. LE PASSÉ : LA PREMIÈRE MONDIALISATION

A. Le déséquilibre et la lutte pour l'hégémonie entre 1870 et 1914

Je vais insister sur la modification que les mondialisations induisent dans la hiérarchie des puissances. La première mondialisation a été marquée par l'essor fulgurant de l'Allemagne après son unification adossée au *Zollverein*. Elle distancie alors la Grande-Bretagne et laisse la France très loin derrière. Pour citer un chiffre, en 30 ans, l'Allemagne triple sa production, la Grande-Bretagne la double et la France ne l'augmente que d'un tiers.

Au cours de la deuxième mondialisation, les choses s'accélèrent encore. En vingt ans, la Chine décuple sa production. Selon la Banque mondiale, elle aura ratrépée les Etats-Unis en 2017 à mon avis un peu plus tard, mais c'est une question d'années. Le fait est là, massif : la montée irrésistible de la Chine avec les effets qu'elle produit sur son environnement. Il n'y a pas un pays d'Asie qui ne soit aujourd'hui le premier client et le premier fournisseur de la Chine. La Chine est même devenue le premier fournisseur de l'Allemagne devant la France depuis 2007.

Mais revenons à la première mondialisation. Au tournant du XX^e siècle, la montée de l'Allemagne crée un climat très particulier dans les relations internationales. Le chancelier allemand von Bülow demande en 1897 qu'elle trouve une « place au soleil ». C'est nouveau : Bismarck

ne souhaitait pas d'empire colonial pour l'Allemagne. Aucune colonie africaine ne vaudrait, selon lui, les os d'un seul grenadier poméranien. Par conséquent, sous Bismarck, l'Allemagne, qui avait pris soin de s'allier avec les deux empires d'Autriche-Hongrie et de Russie, jouait un rôle d'équilibre en Europe. C'était l'alliance des trois empereurs, alliance malheureusement rompue par le successeur de Bismarck ; Leo Von Caprivi (1831-1899), qui s'avouait incapable de jongler avec cinq balles comme l'avait fait Bismarck : il ne pouvait jongler qu'avec deux.

Un climat particulier s'installe ainsi au tournant du siècle. La Grande-Bretagne commence à se méfier de l'Allemagne, et particulièrement des armements allemands dans le domaine naval. Les Allemands ne semblent pas s'aviser des craintes qu'ils suscitent chez les Britanniques, car leur flotte est loin d'égaler celle de la Royal Navy. Mais en même temps, en Europe, l'Allemagne développe l'idée d'une grande zone de libre-échange qui engloberait l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Europe centrale et l'Italie. Elle souhaiterait même agglomérer d'autres contrées, comme les Etats scandinaves, la Belgique, les Pays-Bas et même, pourquoi pas, la France. Ces projets germent dans les années 1880. Ils sont très intéressants rétrospectivement, parce qu'ils semblent anticiper de manière prémonitoire sur l'idée d'un marché commun désormais étendu à toute l'Europe.

Les tensions se multiplient au début du XX^e siècle. La Grande-Bretagne prend parti pour la France en 1905, dans l'affaire de Tanger, puis, en 1911, lors de l'affaire d'Agadir. A l'est de l'Europe, il y a quelques tensions, qui affectent principalement l'équilibre de l'Autriche-Hongrie : ce sont les guerres balkaniques, qui refoulent l'Empire ottoman, plus ou moins lié à l'Allemagne quoique de façon encore non formelle et qui font émerger les nations slaves ou orthodoxes dans les Balkans. La Russie tente de son côté

de maintenir un équilibre, mais difficilement, y compris entre les peuples slaves.

L'inquiétude de l'Allemagne se polarise sur la montée de la Russie et sur la crainte d'un encerclement par la Russie et par la France. Dans les cartons de l'Etat-major sommeille un plan de guerre préventive impliquant l'invasion de la France en passant par la Belgique, pour pouvoir l'éliminer en six semaines, et se retourner ensuite contre la Russie que l'Allemagne tient pour la menace principale.

En 1914, à Sarajevo, le prince héritier d'Autriche-Hongrie est assassiné avec son épouse. Dès le 6 juillet, l'Allemagne donne carte blanche à son allié austro-hongrois pour mettre au pas la Serbie. L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie le 27 juillet, ce qui entraîne la mobilisation russe, considérée par l'Allemagne comme le facteur déclenchant (en réalité, il y a eu 8 mobilisations russes pendant toute la durée des guerres balkaniques : il serait difficile d'y voir la cause de la Première Guerre Mondiale). L'Allemagne mobilise à son tour et déclare dès le 1er août la guerre à la Russie, le 3 à la France, qu'elle envahit le 4, en passant par la Belgique, ce qui entraîne l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne est garante de la neutralité de la Belgique sa signature est engagée depuis 1839 mais surtout, elle ne veut pas voir l'Allemagne étendre son empire sur le continent, pas plus en 1914 qu'elle ne l'avait accepté de Napoléon un siècle auparavant.

Ce qui est étonnant, à ce stade, c'est de voir que cette guerre est déclenchée par une puissance montante qui, au fond, n'en avait pas besoin. L'Allemagne n'avait pas besoin de la guerre. Elle avait beaucoup exagéré la menace russe. Erreur grave des gouvernants allemands, dont beaucoup étaient inspirés et notamment les responsables de l'Etat-major de l'armée impériale allemande, qui va devenir,

avec la guerre, le principal centre de pouvoir par l'idéologie du pangermanisme. Avec la guerre, c'est une quasi dictature militaire qui s'installe, orientée par cette idéologie. Je vous renvoie sur ce sujet au livre de Fritz Stern.²

C'est ce déséquilibre et cet enchaînement qui est le fait d'un étroit cénacle de décideurs, qui sont à l'origine de la guerre. Mais la cause fondamentale c'était la lutte pour l'hégémonie. La Première Guerre Mondiale a été une guerre pour l'hégémonie entre l'Empire britannique qui se sentait menacé et l'Allemagne qui entendait trouver sa « place au soleil ». Je souligne ce facteur de l'hégemôn, car l'ordre libéral a besoin d'un patron pour faire respecter les règles du jeu qu'il instaure. C'est ce que faisait auparavant la Grande-Bretagne, sorte de la maîtrise des mers au XIX^e siècle. Elle était l'arbitre des conflits éventuels. Elle ne dominait certes pas absolument le monde entier, mais son empire rassemblait le cinquième de la population mondiale en 1914. En Europe, sa préoccupation était de maintenir le cap de sa politique, c'est-à-dire une Europe divisée dans laquelle aucun pays ne pourrait prétendre à la domination. C'était depuis toujours la règle du jeu que les Britanniques avaient suivie avec succès.

Donc la guerre de 1914 est avant tout une guerre pour l'hégémonie. Et si l'on compare les deux mondialisations, on constate que la seconde provoque le même effet que la première. Il s'ensuit une modification de la hiérarchie des puissances : on assiste aujourd'hui à la montée des « émergents » et de la Chine ainsi qu'à des tensions avec les Etats-Unis, dont la majorité de la flotte pivote de l'Atlantique vers le Pacifique en 2011. Les Etats-Unis surveillent avec une certaine inquiétude ce qui se passe en Asie sur le plan

2. Fritz Stern, Politique et Désespoir. Les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne d'avant Hitler, Paris, Armand Colin 1990.

économique et sur le plan monétaire. C'est en effet le dollar qui est en jeu : la Chine est le banquier des Etats-Unis elle détient 3 000 milliards de dollars de créances, dont 2 000 milliards de bons du Trésor. Comme l'a dit Mme Clinton, il faut être courtois avec son banquier.

B. Les conséquences du traité de Versailles

De la guerre de 1914, personne et, moins que quiconque, les dirigeants de l'Allemagne impériale n'avait prévu la durée, l'ampleur et les ravages épouvantables. Quand les responsables du grand Etat-major allemand s'enquérurent des conditions de l'armistice, en novembre 1918, ils déchantent, parce qu'ils considèrent que ces conditions sont très dures. Le traité de Versailles a dès le début été critiqué par les dirigeants allemands comme un diktat. Il faut dire, toutefois, que ce traité a été beaucoup moins dur que celui de Brest-Litovsk qu'ils avaient imposé à la Russie. Le traité de Versailles a fait l'objet de livres nombreux, comme ceux de John Maynard Keynes³ et celui d'Etienne Mantoux⁴ qui permettent de dire que Versailles était certes un traité très imparfait, mais qu'il fallait faire place au principe des nationalités. Il fallait reconstituer la Pologne, ce qui impliquait le rattachement de la Posnanie et d'une grande partie de la Silésie. Il fallait répartir les dépouilles de l'Empire austro-hongrois pour créer la Tchécoslovaquie. Versailles devait régler en priorité les questions territoriales.

Le traité de Versailles ouvrait donc la voie à une paix imparfaite, mais pouvait-elle être parfaite ? Cette paix

3. John Maynard Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix*, Paris, Gallimard, 1920.

4. Etienne Mantoux, *La Paix calomniée ou les conséquences économiques de M. Keynes*, Paris, Gallimard, 1946.

était surtout imparfaite parce que la garantie américaine promise par Wilson à Clemenceau n'a pas été tenue. Wilson a été battu aux élections de 1920, le traité de Versailles ayant été repoussé deux fois par le sénat américain. Et les Etats-Unis n'ont pas adhéré à la SDN. Si bien que le traité de Versailles a défini un équilibre politico-militaire bancal reposant sur un seul facteur d'ordre, l'armée française. Or celle-ci va s'engourdir dans ses doctrines obsolètes. Vous connaissez la suite.

Fondamentalement, je ne pense pas que l'on puisse adhérer à la thèse encore répandue en Allemagne selon laquelle Versailles aurait entraîné l'arrivée au pouvoir de Hitler. L'Allemagne s'est rétablie dès 1924. Elle a retrouvé en 1929 le niveau de production de 1913. Ce qui a permis l'arrivée au pouvoir de Hitler, ce sont deux facteurs. Le premier facteur est la crise économique, qui jette plusieurs millions de chômeurs sur le pavé sans qu'il n'existe alors aucun système d'indemnisation du chômage. Le deuxième facteur est le fait que la droite allemande – les élites qui dirigeaient l'Allemagne depuis Bismarck, l'alliance des junkers de l'Est et de la bourgeoisie industrielle de la Ruhr – n'avait pas accepté la défaite qu'elle trouvait injuste. Par conséquent, en 1933, ces mêmes élites allemandes ont préféré appeler Hitler au pouvoir. Si l'on se place du point de vue des nations européennes coalisées contre l'Allemagne (1914-1945), 1914 marque le début d'une nouvelle « Guerre de Trente ans » – c'est l'expression adoptée par Churchill et De Gaulle – le temps qu'il aura fallu pour terrasser le pangermanisme. Mais cette vision est quelque peu réductrice : l'arrivée au pouvoir du parti nazi est bien entendu une rupture fondamentale, dont la droite nationaliste allemande ne s'est avisée que très tard, en 1944, avec l'attentat de von Stauffenberg.

C. Le nationalisme et la guerre

Nous allons commémorer ce centenaire de 1914. On va mettre en avant l'horreur, le deuil, la repentance, l'imbécillité supposée des généraux. Il me semble que la dévalorisation des nations, à laquelle on procède facilement sous couvert de s'en prendre au nationalisme, n'est pas juste, parce qu'elle fait litière de mécanismes beaucoup plus profonds qui sont - hélas ! - toujours à l'œuvre. S'agissant de la France, cette guerre de 1914 a été une guerre de défense nationale. Nos poilus n'étaient pas des soldats professionnels : ils faisaient leur service militaire pour défendre leur patrie agressée sur son sol. On peut comparer cette guerre à une ordalie, à un jugement de Dieu. Pour la France, la question était de savoir si elle allait survivre en tant que nation. Elle a survécu, mais à quel prix ! S'est-elle relevée de cette épreuve terrible : c'est une question que j'ai posée dans un livre, *La France est-elle finie ?*⁵ Je pense que l'on peut garder un optimisme volontariste en ces temps de morosité. La France a tenu sur la Marne, elle a tenu à Verdun, et elle a tenu en juillet 1918 où elle a sailli être à nouveau submergée.

Mais ce ne sont pas les nations qui ont voulu la guerre de 1914. L'opinion publique allemande n'a pas voulu la guerre. Le SPD avait obtenu 34 % des voix en 1912, de la même manière qu'en France les élections avaient donné un gouvernement de centre gauche, le gouvernement Viviani. Au fond d'elle-même, l'opinion allemande considérait comme injuste le sort fait à l'Allemagne. Les responsables politiques allemands ont habilement désigné à l'opinion la Russie comme l'agresseur. L'opinion publique allemande a donc cru de bonne foi à la fable de l'encerclement. Ce danger a été évidemment exagéré.

5. Jean-Pierre Chevènement, *La France est-elle finie?* Paris, Fayard, 2011

II. LE PRÉSENT : L'EUROPE ET LES NATIONS

A. La construction européenne après 1945 : la monnaie fait la nation

La dévalorisation des nations prend sens à la lumière de la volonté affirmée de construire l'Europe à partir des années 1943-1945 sans les nations voire contre elles. Les premiers documents sur la construction européenne de la main de Jean Monnet datent en effet de 1943. Monnet avait commencé à penser la reconstitution de l'Europe sur la base d'un marché commun du charbon et de l'acier par un montage institutionnel original : la création d'une Haute Autorité qui aurait le monopole de la proposition, les Etats étant réduits à refuser ou à acquiescer. La construction de cette Europe se ferait naturellement sous ombrelle américaine. On le voit en 1954, lors de l'affaire de la Communauté Européenne de Défense, et, la même année, lorsque l'Allemagne adhère à l'OTAN. En 1957, c'est le Traité de Rome, suivi, beaucoup plus tard, par l'Acte Unique de 1986, qui est un acte de dérégulation, au moment du néolibéralisme triomphant, puis enfin par le traité de Maastricht créant la monnaie unique.

Tous ces évènements reposent sur l'idée que les nations n'existent plus et, in fine, que la monnaie va faire la nation. Selon cette idée, quand toutes les nations se trouveront devant l'obstacle, elles feront « le grand saut fédéral ». C'est la seule issue pour remédier au vice constitutif de la monnaie unique, qui est une monnaie sans Etat, qui juxtapose des pays dont les économies sont très hétérogènes, et dont l'effet est de concentrer la richesse à un pôle et la pauvreté à l'autre. C'est la théorie des « zones économiques optimales » de l'économiste canadien Robert Mundell : s'il n'y a pas parfaite mobilité des facteurs de production et des capitaux, s'il n'y a pas de transferts pour réduire les déséquilibres entre régions

riches et régions pauvres, une monnaie unique ne peut pas marcher. Cette théorie de Robert Mundell était bien évidemment inconnue de François Mitterrand et de ceux qui ont signé le traité sur la base d'un accord intervenu avant la chute du Mur de Berlin, lors du Conseil de Madrid de juin 1989, à partir d'un texte rédigé par Karl Otto Pöhl au sein du groupe Delors. La monnaie unique a été acceptée parce que les Allemands avaient souhaité une monnaie unique copiée sur la leur, avec la garantie que les statuts de la Banque centrale européenne soient copiés sur les statuts de la Bundesbank. Les Allemands n'étaient pourtant pas pressés. Il a fallu leur forcer la main au moment de la réunification de leur pays pour qu'ils acceptent un calendrier précis pour la monnaie unique.

Mais l'instauration d'une monnaie unique n'a pas fait converger les économies de la zone euro, contrairement à ce que croyaient ses initiateurs. Au contraire, elle a ouvert la voie à des politiques d'endettement inconsidéré des ménages, des Etats et des banques. On ne s'est réveillé que fin 2009-début 2010, avec l'affaire grecque. Les autres Etats européens ont avancé des fonds à plusieurs reprises on l'a fait pour le Portugal, l'Irlande, et puis ce fut le tour de l'Espagne, et de l'Italie auxquelles furent prodiguées le secours de la Banque Centrale européenne.

La contradiction inhérente à la monnaie unique est donc loin d'avoir été levée. Elle est la conséquence de cette idée qu'on peut substituer l'Europe aux nations, comme si on pouvait créer une sorte de césure historique en 1945. Il y aurait l'avant-1945 et l'après-1945 : après 1945, on fait comme si l'histoire de l'Europe depuis le traité qui a partagé l'Empire de Charlemagne jusqu'à l'effondrement de l'Allemagne nazie n'avait été qu'une regrettable erreur avant que puissent s'opérer les miracles de l'intégration européenne. C'est le principe de la table rase : on construit une Europe comme si les nations n'avaient pas existé.

B. Le déclin de l'Europe

Aujourd’hui, l’Europe est entrée dans une phase de déclin accéléré, pour des raisons démographiques, économiques, et institutionnelles. Ce qui caractérise l’Europe, sur le plan stratégique c’est l’impotence, et sur le plan économique, c’est la perspective d’une stagnation de longue durée. Je ne parle pas de la démographie. Les Européens représentaient 20 % de la population mondiale en 1900, ils sont 7 % aujourd’hui et ils seront 3,5 % en 2050. Ce que je dis de l’Europe occidentale est encore plus vrai de la Russie, dont la population tend à diminuer. Dans la mondialisation actuelle, on observe la montée de la Chine et des pays émergents, mais il y a aussi l’ensfoncement extrêmement rapide de l’Europe, que l’on voit depuis la crise de 2007-2009 : l’accélération du déclin est frappante, et ressentie dans notre pays plus encore qu’ailleurs.

L’Europe est piégée sur le plan institutionnel avec des institutions à 28 à demi paralytiques. De toutes les institutions européennes, le Conseil est celle qui a le moins souffert. Mais on voit bien que les décisions se prennent soit entre la France et l’Allemagne, soit tout simplement parce que l’Allemagne l’a décidé. La Commission européenne est absolument ingérable. Cet organisme censé définir l’intérêt général européen une idée de Jean Monnet et qui se voulait la gardienne des traités, avec le monopole de la proposition et le soin d’en surveiller l’exécution par les Etats cette commission est passée de 6 à 28 membres, chaque Etat ayant voulu avoir son représentant. Cela ne fonctionne pas.

Le Parlement européen a un pouvoir de codécision, mais sur des points qui intéressent les attributions communautaires. En réalité, son pouvoir est très marginal. Il n’a ni droit d’initiative, ni droit d’amendement. Reprenons les termes du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe qui

a jugé en 2011, dans l’arrêt « Lisbonne », qu’en l’absence d’un « peuple européen », le Parlement européen n’était pas véritablement un parlement, mais seulement la juxtaposition de la représentation de 27, et maintenant 28, peuples, puisque l’Europe est faite de 28 nations. On est dans une grande contradiction.

Dans le même temps, nous sommes à l’ère de la vitesse. Or dans cette ère de la vitesse, l’Europe est totalement incapable, par son mécanisme institutionnel même, de prendre quelque décision que ce soit. Les seules décisions efficaces sont prises par les Etats. On l’a vu lors de l’affaire du Mali, où la France a pu réagir très rapidement : le Président décide, les militaires exécutent le lendemain, et les diplomates travaillent ensuite pour parvenir à un résultat. Pour prendre des décisions, on n’a pas trouvé mieux que les nations.

C. La contradiction allemande

Il faut enfin dire un mot de la situation de l’Allemagne. Dès la fin du XIX^e siècle, elle a développé une grande industrie, elle a encouragé l’application systématique des résultats de la science à l’industrie, ce qui lui a permis d’obtenir des créneaux de spécialisation très pointus. Elle en récolte aujourd’hui les fruits : elle dispose aujourd’hui d’un excédent de l’ordre de 200 milliards d’euros, tandis que la France présente un déficit de 61 milliards d’euros. L’Allemagne est le seul pays à dégager un excédent énorme, supérieur, en pourcentage du PNB, à celui de la Chine.

La situation en Europe se caractérise par le fait que l’Allemagne est vraiment le seul pays en position décisionnaire, comme l’a écrit Ulrich Beck. C’est parce que Mme Merkel l’a consenti que quelques légères entorses

aux traités ont été possibles, comme les prêts à la Grèce, le fonds européen de solidarité financière, le mécanisme européen de solidarité, et quelques pratiques qui sont à la marge de la Banque centrale européenne, comme les prêts aux banques LTRO et diverses manipulations qui permettent des transferts sous la table entre la Banque centrale et les banques nationales des différents pays.

Mais l'Allemagne se trouve prise dans une contradiction. Elle veut à juste titre - rester compétitive pour faire face à la compétition mondiale. Elle veut aussi pouvoir payer les retraites de ses anciens. Elle considère qu'elle n'a pas à payer pour tous les nains d'Europe qui voudraient monter sur ses épaules. Mais comme tous ces pays partagent la même monnaie, il faut bien qu'il y ait une règle de conduite. Au nom de ce principe, elle impose aux autres pays, moins compétitifs qu'elle, de la zone euro une discipline draconienne, celle de l'ordo-libéralisme allemand, c'est-à-dire la politique qu'elle trouve bonne pour elle-même avec un euro qui lui convient mais qui est surévalué pour les autres. Et les autres finissent par accepter cette solution qui est la pire à l'exception de toutes les autres c'est-à-dire la déflation, plutôt que le saut dans l'inconnu que représenterait une dévaluation en solitaire.

III. L'AVENIR : LES SOLUTIONS

Cette Europe est aujourd'hui en crise. Y a t-il une solution ? En restant dans le cadre actuel, on peut en suggérer deux. La première reposera sur une relance en Allemagne. Mme Merkel a proposé un SMIC par branches et par régions. Il y aura donc un SMIC en Allemagne en 2016. Mais cette relance sera très modérée. On ne peut pas en attendre le salut.

La seconde solution serait que la Banque centrale fasse de nouveaux prêts aux banques, ou rachète les obligations souveraines des pays en difficultés. Mais les réticences allemandes sont très fortes. Elles s'expriment au sein même de la Banque centrale européenne où, il est vrai, l'Allemagne n'est pas majoritaire. M. Draghi ira-t-il contre Mme Merkel ? Un des termes de leur accord est que la parité de l'euro contre le dollar ne descendrait pas en-dessous d'1,30. Ce chiffre convient à l'industrie allemande, moins à la nôtre et moins encore à d'autres pays plus mal lotis dans la spécialisation internationale du travail.

Nous avons eu le 2 décembre 2013 un débat extrêmement intéressant lors d'un colloque de la Fondation Res Publica sur la question « Refaire l'Europe ? » qui réunissait Pierre de Boissieu, Alain Dejammet, Gabriel Robin et Jean-Michel Quatrepont. Ce débat a montré que même les meilleurs experts ne voient pas facilement comment sortir de la situation. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Cette crise réelle est le produit d'une histoire longue : nous ne sommes pas arrivés dans cette situation par hasard. La crise que l'on observe aujourd'hui découle de la conception même de l'Europe que l'on a cherché à construire depuis 1945. Quand on quitte les concepts sûrs de nation, de démocratie, de loi et d'intérêt général tel qu'il peut être défini dans un débat républicain, et non dans le conciliabule de quelques personnages, on aboutit à un pataquès.

On le voit avec la monnaie unique : nous avons une monnaie unique sans avoir une économie européenne homogène. Peut-on en réalité sortir d'une situation aussi difficile si le ver est dans le fruit, s'il y a un péché originel de la monnaie unique, s'il y a une erreur de conception qu'on ne peut pas réparer parce qu'elle juxtapose des économies trop différentes ? Il faudrait des transferts massifs, de l'ordre de 10 % du PNB par an entre les

différents pays, selon Patrick Arthus, pour rendre ces économies homogènes. Cela, ni l'Allemagne, ni la France, qui seraient toutes deux mises à contribution, ne peuvent l'envisager. Comme ces transferts semblent impossibles, et comme, en même temps, l'euro est une monnaie très difficile à soutenir dans la durée – à moins d'accepter une paupérisation à perte de vue – il faut trouver une autre solution. Sans quoi le seul avenir semble être la déflation interne et l'installation dans un équilibre de sous-emploi que l'on observe en Grèce, en Espagne, avec des taux de chômage inacceptables mais néanmoins acceptés jusqu'à présent.

Quand on a fait une erreur, l'honnêteté consiste à le reconnaître et à reprendre la bifurcation dans la bonne direction. N'est-il pas envisageable de revenir au principe de la monnaie commune plutôt que de nous obstiner dans la voie de la monnaie unique ? Une monnaie commune nous permettrait de restaurer des mécanismes d'ajustement entre les différentes économies. On retournerait à des monnaies nationales, mais dans un cadre européen préservé et redéfini. L'euro comme monnaie commune serait un panier de monnaies nationales reconstituées, qui fluctuerait dans des bandes étroites comme dans le système monétaire européen autrefois, un SME bis. Cette voie de l'ajustement monétaire permettrait de garder sous un toit commun une monnaie commune. Cette monnaie, qui serait émise sous la forme d'emprunts, pourrait circuler en parallèle. Cela permettrait de mettre en œuvre des plans de financement ainsi que d'abaisser le coût du travail au plan international sans que cela ne se répercute en interne autrement que par une inflation modérée. L'économiste Jacques Sapir pense qu'une dévaluation de l'ordre de 20 % conduirait à une inflation de l'ordre de 4 à 5 %. Dans cet exercice, l'Allemagne réévaluerait par rapport à la France de 10 à 15 %. Ces chiffres dépendront bien entendu du cours de l'euro comme monnaie commune. Cette solution

est conseillée comme la plus rationnelle par des esprits aussi différents que l'ancien Président du patronat allemand, M. Hans-Olaf Henkel et l'ancien Ministre des finances allemand Oskar Lafontaine. Beaucoup d'autres pensent que ce serait une solution durable, qui permettrait à l'Europe de retrouver sa compétitivité et de préserver un modèle social rénové.

La monnaie commune nous permettrait de mieux nous hausser à la hauteur des défis du XXI^e siècle. Ce siècle sera en effet dominé par la bipolarité entre la Chine et les Etats-Unis. La question de savoir ce que deviendra l'Europe dans ce monde bipolaire est posée. C'est le sens du titre de mon livre, qui devait être *D'une mondialisation l'autre*, et qui est devenu *L'Europe sortie de l'histoire*? Je vous propose les moyens de réintroduire cette perspective européenne et de faire en sorte qu'à travers une monnaie commune, nous regagnions notre compétitivité et qu'à travers une autre politique en matière d'énergie et d'industries de défense, nous travaillions à construire ce que le Général de Gaulle appelait une Europe européenne, une Europe des nations, qui essai-erait d'exister là où il est véritablement important d'exister et pas forcément pour déterminer la couleur des bârets ou la teneur en lait d'une tablette de chocolat.

Je ne propose pas de perdre le cap de l'unité européenne. Je propose au contraire de garder une perspective européenne tout en étendant l'Europe à l'Angleterre que l'on a laissée sur le chemin, peut-être un jour à la Russie, parce que nous avons des complémentarités avec la Russie qui sont tout à fait sous-estimées sur le plan énergétique et industriel, ainsi qu'à d'autres, comme la Turquie et peut-être les pays du Maghreb je ne dis pas demain, mais un jour.

L'avenir de la mondialisation est contenu dans les rapports forcément complexes que noueront entre eux

les Etats-Unis et la Chine, notamment à travers la réforme du système monétaire international. L'autre question pendante est celle de la place que sauront prendre - ou non - les autres pays, et notamment les pays européens, en repensant eux-mêmes leur propre organisation interne.

J'ai davantage étudié le passé de la mondialisation que son avenir mais est-il possible de parler de l'avenir sans une perspective historique ? L'Institut Diderot s'intéresse à juste titre à l'avenir, or celui-ci, comme on sait, ne tombe pas du ciel.

DÉBAT

Question n°1 :

En vous écoutant sur l'Europe, j'en viens à me remémorer le discours de David Cameron qui parle de la possibilité de construire une autre Europe, d'un rapatriement de certaines compétences et d'une recréation d'une forme de compétitivité des entreprises. C'est une des rares ébauches d'une politique européenne à venir que l'on a pu entendre ces derniers temps. La réaction de notre gouvernement a été de dire qu'il était hors de question d'avoir une Europe à la carte. La réaction de Mme Merkel a été très différente : elle a dit qu'elle comprenait les préoccupations de la Grande-Bretagne mais qu'il fallait en discuter et prendre en compte celles des autres pays. Est-ce que le discours de Cameron se rapproche de ce que vous préconisez pour l'Europe ?

Jean-Pierre Chevènement : Mes orientations ne sont pas tout à fait celles de M. Cameron, mais j'observe que la dévaluation de la livre de 20 % commence à produire ses effets je ne dis pas qu'elle les a tous produits, mais que, déjà, on voit un regain de la croissance en Grande-Bretagne. Evidemment cela s'accompagne d'une politique

de rigueur, mais toute politique de dévaluation, pour réussir, doit s'accompagner d'une certaine rigueur.

Je pense que, bien évidemment, l'idée d'une Europe à géométrie variable, l'idée d'une Europe à la carte, d'une Europe qui se concentre sur les choses essentielles, par accord entre les Etats qui le veulent sur la base de la démocratie qui vit dans les nations parce que la démocratie ne vit pas en dehors des nations cette idée est le bon sens même. C'est ce que je voulais évoquer tout à l'heure en parlant de concepts solides, qui tiennent la route et qui permettent de fonder une politique sur des bases sûres.

Pour définir une politique européenne, je pense qu'il faudrait sortir de cette espèce de régression mentale, de cet obscurantisme, dans laquelle beaucoup de nos élites

politiquement correctes, certes ont sombré, au mépris des intérêts des peuples dont elles ont la charge. Prenons l'énergie et l'industrie : avec la réglementation de la concurrence dont la Commission a la charge, il n'y a plus de politique industrielle possible. Airbus aujourd'hui ne serait pas possible : Airbus a été fait par les Etats. Or aujourd'hui, on prohibe les aides d'Etat.

Et nous engageons toujours sous l'impulsion de la Commission des négociations comme celles sur le partenariat transatlantique, dont je ne vois pas l'intérêt. Ce partenariat est censé nous procurer un gain de croissance de 0,5 %. Mais quand je vois que les taux de change varient de 1 à 2 sur 10 ans entre 2000 et 2010 entre le dollar et l'euro, je me demande si le jeu n'est pas biaisé. Et je me demande ce que nous allons y récolter.

Les entreprises allemandes, elles, veulent pouvoir installer des usines dans les plates-formes à bas coût comme le Mexique, ou même les Etats-Unis, à cause du facteur monétaire, mais notre intérêt à nous, où est-il ? Ce n'est d'ailleurs pas non plus l'intérêt des salariés allemands. Nous marchons sur la tête. Une vraie politique européenne, c'est une politique qui se donne les moyens de quelques

objectifs vraiment essentiels. Je suis d'accord avec cette esquisse dessinée par le Premier Ministre britannique. Je ne dis évidemment pas que je suis d'accord sur toutes les politiques d'accompagnement social – assurance chômage etc., qui se discutent.

Question n°2 : *Vous avez dit que la condition pour que l'Europe revienne dans l'histoire est que l'on se débarrasse de l'euro. Est-ce une condition nécessaire et suffisante? Quelles seraient les autres mesures à prendre ?*

Jean-Pierre Chevènement : C'est une condition nécessaire mais non une condition suffisante. Il ne suffit pas d'abaisser la parité de la monnaie et le coût du travail de manière instantanée, il faut faire les efforts qui correspondent à une remontée durable de notre compétitivité dans le cours du temps. Le défi que l'Europe doit relever est celui de la montée des pays émergents, et on ne les empêchera pas d'émerger toujours plus : la Chine, la Corée, le Vietnam sont des peuples qui savent travailler, intelligents, et il y en a beaucoup d'autres encore. Nous ne pouvons pas nous dispenser d'un certain effort qui commencerait déjà à l'école.

Question n°3 : *Comment analysez-vous l'attitude du peuple ukrainien face à cette Europe si peu attrayante que vous avez décrite ?*

Jean-Pierre Chevènement : Le peuple ukrainien, c'est 45 millions d'habitants. Dans les rues de Kiev, il y avait 100 000 personnes. Naturellement, ils se font quelques illusions en pensant qu'ils vont être traités comme l'ont été les PECO : ils pensent qu'ils vont recevoir les subsides qui leur permettront d'avoir des infrastructures etc. Ils confondent l'association et l'adhésion. Le Président de la

République a d'ailleurs précisé que ce n'était pas la même chose.

D'autre part, n'oubliez pas que l'Ukraine est le pays d'où procède la Russie. L'intrication des économies ukrainiennes et russes est très grande : ce sont des dizaines de milliers d'entreprises qui travaillent les unes pour les autres de part et d'autre de la frontière. L'idée qu'on va défaire tout cela à moindres frais ne tient pas la route.

Je ne comprends pas pourquoi l'Europe, qui a un partenariat stratégique avec la Russie depuis 2003, et qui veut développer un « partenariat oriental » avec la Moldavie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ne traite pas ce problème globalement

et pourquoi on ne cherche pas, la Russie étant rentrée dans l'OMC, à créer une zone dans laquelle la Russie ne ressentirait pas cet accord d'association comme dirigée contre elle. Ce serait le bon sens même, si l'on avait d'autres idées que des idées de la Guerre Froide. Il y a dans tout cela beaucoup d'improvisation, de légèreté, de leurres et de télescopages. A l'Europe, il faudrait rappeler le vieux proverbe « Qui trop embrasse, mal étreint ».

Question n°4 :

On a parlé de stratégie offensive pour l'Europe. Aux dernières élections, un candidat a beaucoup parlé de protectionnisme, à partir d'idées développées par Emmanuel Todd. Pensez-vous que ce soit viable et si oui, quelle forme de protectionnisme préconiserez-vous à l'échelle européenne ?

Jean-Pierre Chevènement : Il ne faut s'interdire aucune recherche, mais celle-ci me paraît condamnée par le fait que la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont des pays libéraux – l'Allemagne parce qu'elle fait un énorme excédent et la Grande-Bretagne parce que cela fait partie de ses gènes et qu'elle vit du marché. De plus, tous les autres pays européens sont très attachés au modèle libéral. Je

ne vois même pas quel pays accepterait de relever ses tarifs avec nous si nous décidions de mener une politique protectionniste.

Je propose donc une autre méthode, la voie monétaire, qui me paraît permettre des ajustements plus rapides, et une protection plus efficace, puisqu'au fond la meilleure des protections consiste à être plus compétitif et on peut l'être par la voie de la monnaie beaucoup plus qu'en érigéant des pyramides tarifaires qui seront aussitôt répliquées par nos concurrents. Donc je pense qu'intellectuellement on peut explorer cette piste du protectionnisme, mais est-ce praticable aujourd'hui ? Je ne crois pas.

Je réfléchis à ce qui est praticable, et s'agissant de la voie monétaire, je pense que les Allemands eux-mêmes y viendront. La monnaie unique est un véritable tonneau des Danaïdes : à force de payer toujours plus, il y a un moment où les Allemands crieront grâce, et c'est ce moment qu'il faudra saisir. Il faut discuter avec eux, car la situation est vraiment marquée par une contradiction dont je ne vois pas comment on pourra la surmonter, sauf à travers les pistes suggérées par M. Cameron, c'est-à-dire une Europe à géométrie variable.

Question n°5 :

Vous êtes attaché à une construction de l'Europe qui repose davantage sur les Nations. Pour faire cette Europe des nations que vous souhaitez, quel type de gouvernance proposez-vous ? Dans votre livre, vous parlez d'un « Parlement européen plus légitime parce que l'émanation des Parlements nationaux ». Qu'entendez-vous par là ?

Jean-Pierre Chevènement : Je pense que la démocratie ne fonctionne bien qu'à l'intérieur des nations. La seule nation qui ait réussi à agglomérer trois peuples de façon relativement démocratique et consensuelle, c'est la Suisse,

que je connais bien parce que je suis un frontalier. La Suisse est une construction très subtile, mais je ne connais pas d'autre pays qui ait su réaliser cela. Les Etats-Unis, ce sont treize colonies britanniques parlant la même langue. L'Allemagne, c'est un peuple. Nous, nous avons un Etat unitaire qui repose sur un principe de citoyenneté. Nous sommes d'ailleurs en train de le détricoter de manière un peu absurde.

Pour revenir à votre question, le Conseil européen est l'instance légitime. C'est là que sont les chefs d'Etat et de gouvernement. Il faut qu'il y ait un bon secrétariat du Conseil. La Commission, elle, doit être ramenée aux attributions raisonnables d'une administration, c'est-à-dire à la préparation des décisions des conseils et au suivi de leur exécution. Quant à la proposition, elle peut venir de tout le monde, mais ce monopole de la proposition par la Commission n'a pas de raison d'être.

Le Parlement européen, pour sa part, a paraît-il un pouvoir de codécision, mais sur des décisions qui intéressent les attributions communautaires. En réalité, son pouvoir est très marginal. Ce Parlement n'a ni droit d'initiative, ni droit d'amendement. Ce n'est pas un Parlement, c'est un forum utile sans doute qui juxtapose la représentation de 28 peuples. La meilleure méthode, c'est celle qui existait avec l'Assemblée de Strasbourg avant qu'on l'appelle Parlement : les députés envoyait une fraction d'entre eux, et cela créait une communication entre les Parlements nationaux, où vit la démocratie, et la problématique européenne.

Si un jour on peut faire des circonscriptions, envoyer des gens dans une Assemblée européenne, et que cela marche, ce serait une révolution. Peut-être que cela se fera un jour, mais pas de mon vivant. Le sentiment d'appartenance ne se crée pas facilement. Or la démocratie présuppose le sentiment d'appartenance. Il faut créer un sentiment

d'appartenance européenne, et ce ne peut-être l'affaire que du temps long, très long, peut-être des siècles. En attendant, il faut accepter une assemblée européenne qui soit représentative des parlements nationaux et qui crée cette porosité entre la démocratie nationale et la démocratie européenne. Ce n'est peut-être pas très ambitieux, mais c'est beaucoup plus intelligent que ce qu'on a voulu faire en cultivant les coquecigrues.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur www.institutdiderot.fr

Les publications de l’Institut Diderot

Dans la même collection

L’avenir de l’automobile

Louis Schweitzer

L’avenir des nanotechnologies

Etienne Klein

L’avenir de la croissance

Bernard Stiegler

L’avenir de la régénération cérébrale

Alain Prochiantz

L’avenir de l’Europe

Franck Debié

L’avenir de la cybersécurité

Nicolas Arpagian

L’avenir de la population française

François Héran

L’avenir de la cancérologie

François Goldwasser

L’avenir de la prédition

Henri Atlan

L’avenir de l’aménagement des territoires

Jérôme Monod

L’avenir de la démocratie

Dominique Schnapper

L’avenir du capitalisme

Bernard Maris

L’avenir de la dépendance

Florence Lustman

L’avenir de l’alimentation

Marion Guillou

L’avenir des humanités dans l’entreprise

Jean-François Pradeau

L’avenir des villes

Thierry Paquot

-
- L'avenir du droit international
Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille
Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme
Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise
Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale
Jean-Claude Seys
- L'avenir de l'hôpital public
Bernard Granger
- L'avenir de la guerre
Rony Brauman & Henri Bentégeat
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique
Alex Türk
- L'avenir de la politique industrielle française
Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française
Pierre Papon
- L'avenir du pétrole
Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE
Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle
Denis Olivennes
- L'avenir du travail
Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science
Alexandre Moatti
- L'avenir du logement
Olivier Mitterand

Les Notes de l’Institut Diderot

L’euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert
Emmanuel Halais

Le futur de la procréation
Pascal Nouvel

La République à l’épreuve du communautarisme
Eric Keslassy

Proposition pour la Chine
Pierre-Louis Ménard

L’habitat en utopie
Thierry Paquot

Une Assemblée nationale plus représentative
Eric Keslassy

Sur le service civique
Jean-Pierre Gualezzi

Où va l’Égypte ?
Ismaïl Serageldin

Les Dîners de l’Institut Diderot

La Prospective, de demain à aujourd’hui
Nathalie Kosciusko-Morizet

Politique de santé : répondre aux défis de demain
Claude Evin

La réforme de la santé aux États-Unis :
quels enseignements pour l’assurance maladie française ?
Victor Rodwin

La question du médicament
Philippe Even

Les entretiens de l’Institut Diderot

L’avenir du progrès
(Actes des Entretiens 2011)

L'avenir de la mondialisation

Voici, en quelques pages denses et vigoureuses, l'essentiel d'un livre récemment paru. Ce livre (*1914-2014. L'Europe sortie de l'histoire ?*) se présente comme un ouvrage historique. Son écriture répond aux strictes exigences du genre. Mais c'est un livre engagé. Sa visée n'est pas simplement commémorative. Son auteur n'a cessé, depuis quarante ans, de s'interroger à haute voix sur l'avenir de notre pays dans une Europe incertaine.

Ce souci de l'avenir anime l'intervention de Jean-Pierre Chevènement à l'Institut Diderot. Il prend le recul nécessaire et écarte nombre de préjugés. Non, la présente mondialisation n'est pas la première dans l'histoire de l'humanité. Dès avant 1914, ce qui était en question, c'était, comme aujourd'hui, la hiérarchie des puissances (la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Allemagne). Non, ce n'est pas l'opinion allemande qui voulut la guerre, mais un petit groupe inspiré par l'idéologie pangermaniste. Obsédé par la puissance russe, ce groupe croyait, à tort, que l'Allemagne était encerclée, gravement menacée. Non, le nazisme n'est pas né de l'« injustice » lancinante du Traité de Versailles. Dès 1924, l'Allemagne était, pour l'essentiel rétablie...

Quelle erreur d'avoir voulu, depuis 1945, construire une Europe sans nations, sinon contre elles ! De Jean Monet au Traité de Maastricht, nombre de dirigeants européens se sont fourvoyés, jusqu'à s'imaginer qu'une monnaie créée à dessein pourrait fondre plusieurs nations en une...

Dominique Lecourt
Directeur général de l'Institut Diderot



“

Sénateur du Territoire de Belfort,
Président d'honneur du Mouvement Républicain et Citoyen,
Président de la Fondation Res publica.

Jean-Pierre
CHEVÈNEMENT

La présente publication ne peut être vendue



ISBN 979-10-93704-00-5



9 791093 704005

FONDS DE DOTATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE REGI PAR LA LOI N°2008-776 DU 4 AOUT 2008 - SIRET N° 513 746 651 00019
11, place des 5 martyrs du lycée Buffon 75014 Paris / T. +33 (0)1 53 10 65 60 / F. +33 (0)1 53 10 65 36
contact@institutdiderot.fr / www.institutdiderot.fr